



Jeudi 26 Juin 2008

France

Amorce d'un consensus politique sur le Grand Paris

ÎLE-DE-FRANCE Bertrand Delanoë et Patrick Devedjian posent la question de la solidarité financière entre les collectivités de la région.

UN INVITÉ surprise s'est imposé hier lors des premières Assises de la métropole, organisées à La Plaine-Saint-Denis (93) à l'initiative du maire de Paris : le vrai partage des richesses entre les territoires de l'Ile-de-France. Ce sujet sensible est en effet apparu comme la première préoccupation des nombreux élus de la Ville de Paris, de la Région, des départements et des communes rassemblés. Tous partis confondus. « Nous sommes tous interdépendants, il n'y aura pas d'Ile-de-France florissante, s'il n'y a pas de métropole florissante. Je ne braderai pas les intérêts de Paris mais Paris a besoin que ses voisins soient forts », a assuré d'emblée Bertrand Delanoë (PS). Et à la surprise de l'auditoire, Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine (UMP) qui s'oppose régulièrement à l'idée que son département soit la « vache à lait » de la région, a à son tour souscrit à l'idée du « *partage des richesses et du développement* ». Certes avec des conditions, comme « *la mise à égalité des territoires* » en matière d'accès aux transports et de voies de communication qui sont les « *vrais vecteurs de la richesse* ». Et l'étude des mécanismes des dotations

d'État à l'ensemble des collectivités locales (65 milliards d'euros par an) pour vérifier s'ils sont « *toujours pertinents et au bon endroit* ».

« *Je ne crois pas trop à la générosité spontanée des élus* », devait tempérer Claude Pernès (Nouveau Centre), le maire de Rosny-sous-Bois qui préside l'association des maires d'Ile-de-France (Amif). Prompt également à considérer qu'« *il y a d'autres méthodes que de s'attaquer au coffre-fort des Hauts-de-Seine* ». Créateur du fonds de péréquation d'Ile-de-France (180 millions d'euros abondés par Paris et les Hauts-de-Seine), Claude Pernès juge indispensable de « *redimensionner* » cette enveloppe. L'idée partagée est de garantir à toute commune au moins 75 % de la ressource moyenne régionale.

« Difficile de rester populaire »

Jean-Paul Huchon, le président du conseil régional d'Ile-de-France (PS), a ainsi rappelé que 910 communes franciliennes sur 1 982 ne bénéficient pas de ce niveau moyen. Il considère donc qu'il faut tripler ce fonds pour qu'il atteigne 500 millions d'euros et mettre les droits de mutation (perçus

par les départements lors d'une vente d'un bien immobilier) « *dans le paquet de solidarité* ». C'est aussi audacieux car le boom immobilier a considérablement enrichi les départements les plus attractifs, au foncier élevé qui connaissent souvent le plus grand nombre de transactions. Mais l'idée de redistribution et de péréquation circulait dans les Docks Pullman de Saint-Denis. Le maire, Didier Paillard, avait d'ailleurs accueilli les élus en mettant à sa façon les pendules à l'heure : « *Rester une ville populaire est ce qu'il y a de plus difficile quand il est si facile de vendre des terrains à des promoteurs et de reléguer toujours plus loin la population.* »

Du coup, l'autre sujet qui fâche, la gouvernance de la Région capitale, a pratiquement été occulté. Les élus franciliens ont sans doute compris que l'urgence de réorganiser l'Ile-de-France face à la concurrence mondiale impose la recherche de consensus.

LAURENCE CHAVANE

LE FIGARO

Accédez à la page PDF

Jeudi 26 Juin 2008

France

Christian Blanc se voit en secrétaire d'État « biodégradable »

Invité aux premières Assises de la métropole, le secrétaire d'État à la Région capitale, Christian Blanc, a dit qu'il s'appuierait sur les élus et sur le « syndicat mixte ouvert » qu'ils ont décidé hier de créer. Cette structure souple est choisie pour permettre dans un premier temps aux équipes des villes, des départements, de la Région et des chambres de

commerce de s'associer rapidement à la relance de l'Ile-de-France. À la rentrée, trois groupes de travail seront créés : sur la solidarité financière et la baisse des inégalités territoriales, le développement économique et l'emploi, enfin sur la gouvernance. Christian Blanc a annoncé que sa « mission biodégradable » disparaîtrait une fois

cette ambition menée à bien : « *Une nouvelle forme d'écologie politique* » comme pour rassurer ceux qui craignent le retour de l'État.

L. C.

Tous droits réservés : Le Figaro (matin)
197575F777304003A01B0333550531EB5CA6F555B4531214E921C7C

Diff. 342 445 ex. (source OJD 2005)